

## Bijlage

**Richtlijn (EU) 2018/844 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van richtlijn 2010/31/eu betreffende de energieprestatie van gebouwen en richtlijn 2012/27/EU betreffende energie-efficiëntie**

Concordantietabel van het Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest

### LIJST MET AFKORTINGEN

**BHG** : Brussels Hoofdstedelijk Gewest

**ORD** : Ordonnantie

**BBHR** : Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

**EDIR** : Europese Richtlijn

**COM** : Europese Commissie

**EPB** : Energieprestatie van gebouwen

**BWLKE** : Ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing

**ORD tot wijziging van het BWLKE** : Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing met het oog op de omzetting van Richtlijn (EU) 2018/844

**BBHR parking** : Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene uitbatingsvoorwaarden van toepassing op parkings

**2018/844 van het Europees Parlement en  
de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging  
van Richtlijn 2010/31/EU betreffende de  
energieprestatie van gebouwen en Richtlijn  
2012/27/EU betreffende energie-efficiëntie**

Dispositions UE (Directive 2018/844)	Objet	Dispositions assurant la transposition en RBC	Commentaires
<b>Article 1<sup>er</sup> de la directive 2018/844 - Modifications de la directive 2010/31/UE</b>			
<b>Art. 1, 1) de la directive 2018/844</b>			
Art. 1, 1), a)	Modification de l'art.2.3 de la directive 2010/31/UE « système technique de bâtiment »	ORD modifiant COBRACE : art. 6	COBRACE : art.2.1.1, 23° « Installation technique »
Art.1, 1), b)	Insertion de l'art.2.3bis de la directive 2010/31/UE « système d'automatisation et de contrôle des bâtiments »	ORD modifiant COBRACE : art. 7	COBRACE : art.2.1.1, 24°
Art.1, 1), c)	Insertion de l'art.2.15bis de la directive 2010/31/UE « système de chauffage »	COBRACE : Art.2.2.1, 21°	[déjà existant MNE(2013)54199]
Art.1, 1), c)	Insertion de l'art.2.15ter de la directive 2010/31/UE « générateur de chaleur »	ORD modifiant COBRACE : art. 8 et 11	COBRACE : art.2.1.1, nouveau point 40° « générateur de chaleur » Art. 2.2.17
Art.1, 1), c)	Insertion de l'art.2.15quater de la directive 2010/31/UE « contrat de performance énergétique »	NA	[Pas de nécessité de transposer en droit bruxellois] La RBC ne va pas utiliser le contrat de performance énergétique comme dérogation au respect des exigences PEB des installations techniques ou au respect de l'obligation de contrôle.
Art.1, 1), d)	Ajout de l'art.2.20 de la directive 2010/31/UE « micro réseau isolé »	NA	[Pas de nécessité de transposer en droit bruxellois] Ces termes sont utilisés à l'art.8.6b) de la directive 2010/31/UE (électromobilité) comme cas d'exclusion. Il est jugé qu'il n'est pas opportun de prévoir ce cas en RBC puisque les micro-réseaux isolés ne trouvent pas d'application en RBC tels que définis par la directive 2009/72.
<b>Art.1, 2) de la directive 2018/844 - Insertion de l'art.2bis de la directive 2010/31/UE « Stratégie de rénovation à long terme »</b>			
Art.1, 2)	Insertion de l'art.2bis de la directive 2010/31/UE	ORD modifiant COBRACE : art. 4	/
Art.1, 2)	Insertion de l'art.2bis, § 1 <sup>er</sup> de la directive 2010/31/UE	ORD modifiant COBRACE : art. 4	COBRACE, annexe 1.1, II, 2), a), iv), alinéas 1 et 2
Art.1, 2)	Insertion de l'art.2bis, § 2 de la directive 2010/31/UE	ORD modifiant COBRACE : art. 4	COBRACE, annexe 1.1, II, 2), a), iv), alinéa 3
Art.1, 2)	Insertion de l'art.2bis, § 3 de la directive 2010/31/UE	ORD modifiant COBRACE : art. 4	COBRACE, annexe 1.1, II, 2), a), iv), alinéa 4
Art.1, 2)	Insertion de l'art.2bis, § 4 de la directive 2010/31/UE	NA	[Disposition s'appliquant à la Commission et ne devant donc pas être transposée par les États membres]
Art.1, 2)	Insertion de l'art.2bis, § 5 de la directive 2010/31/UE	COBRACE : articles 1.4.9 et 1.4.10	[déjà existant- MNE(2013)54199 + MNE(2020)51688]
Art.1, 2)	Insertion de l'art.2bis, § 6 de la directive 2010/31/UE	NA	[Pas de nécessité de transposer en droit bruxellois] Intégré dans la Stratégie de réduction de l'impact environnemental du bâti existant en Région de Bruxelles-Capitale aux horizons 2030-2050, adoptée par le Gouvernement le 25/04/2019 [MNE(2020)51688]..

Dispositions UE (Directive 2018/844)	Objet	Dispositions assurant la transposition en RBC	Commentaires
Art.1, 2)	Insertion de l'art.2 <i>bis</i> , § 7 de la directive 2010/31/UE	NA	[Pas de nécessité de transposer en droit bruxellois] Cette faculté prévue au § 7 n'est pas transposable en RBC.
<b>Art.1, 3) de la directive 2018/844</b>			
Art.1, 3)	Modification de l'art.6 de la directive 2010/31/UE « Bâtiments neufs »	ORD modifiant COBRACE : art. 9	COBRACE : art.2.2.7
<b>Art.1, 4) de la directive 2018/844</b>			
Art.1, 4)	Modification de l'art.7, al.5 de la directive 2010/31/UE « Bâtiments existants »	ORD modifiant COBRACE : art. 9	COBRACE : art.2.2.7
<b>Art.1, 5) de la directive 2018/844 - Modification de l'art 8 de la directive 2010/31/UE « Systèmes techniques de bâtiment, électromobilité et indicateur de potentiel d'intelligence »</b>			
Art.1, 5)	Modification de l'art.8.1 de la directive 2010/31/UE – exigences systèmes techniques	AGRBC du 21 juin 2018 relatif aux exigences PEB applicables aux systèmes de chauffage et aux systèmes de climatisation pour le bâtiment lors de leur installation et pendant leur exploitation (voir en particulier les chapitres 2, 3 et 4).	[déjà existant MNE(2018)55278]
Art.1, 5)	Modification de l'art.8.2/8.3/8.4 de la directive 2010/31/UE – électromobilité Non -résidentiel	Projet d'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant des conditions générales d'exploitation applicables aux parkings – art. 19 à 21.	
Art.1, 5)	Modification de l'art.8.5 de la directive 2010/31/UE – électromobilité Résidentiel	Projet d'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant des conditions générales d'exploitation applicables aux parkings – art. 19 à 21.	
Art.1, 5)	Modification de l'art.8.6 de la directive 2010/31/UE – électromobilité Cas d'exclusion	Projet d'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant des conditions générales d'exploitation applicables aux parkings – art. 60.	
Art.1, 5)	Modification de l'art.8.7 de la directive 2010/31/UE – électromobilité Obstacles	NA	[Pas de nécessité de transposer en droit bruxellois] L'article 8.7 relatif aux obstacles administratifs a été dûment pris en compte. D'une part, les bornes de recharge ne sont plus soumises à déclaration ou à permis d'environnement à partir du 20 avril 2019, en vertu de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 février 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe IB, IC, ID, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement (modification de la rubrique 3 de la liste des installations classées). D'autre part l'installation ou le déplacement de bornes de recharge électrique pour véhicules est dispensé de l'autorisation urbanistique (permis d'urbanisme), ceci sera très bientôt confirmé formellement par une circulaire du Ministre de l'aménagement du territoire. En outre, pour le résidentiel, l'obligation porte sur l'infrastructure de raccordement (câblage). Par la suite, si une borne est installée, l'exploitant du permis d'environnement pour le parking doit notifier ce changement en vertu de l'art.7 <i>bis</i> de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement (modification à son installation classée « parking »).

Dispositions UE (Directive 2018/844)	Objet	Dispositions assurant la transposition en RBC	Commentaires
Art.1, 5)	Modification de l'art.8.8 de la directive 2010/31/UE – cohérence	NA	[Pas de nécessité de transposer en droit bruxellois]
Art.1, 5)	Modification de l'art.8.9 de la directive 2010/31/UE – systèmes techniques Evaluation	COBRACE : art. 2.2.12 ; 2.2.13, § 1 <sup>er</sup> ; AGRBC du 19 juin 2008 relatif au certificat de performance énergétique pour les unités PEB habitation individuelle et non résidentielles neuves ; AGRBC du 21 juin 2018 relatif au contrôle et à l'entretien des systèmes de chauffage et de climatisation et à l'agrément des personnes qui réalisent ces actes (chapitre 2) ; AGRBC du 17/02/2011 relatif au certificat PEB établi par un certificateur pour les unités tertiaires ; AGRBC du 17/02/2011 relatif à l'agrément des certificateurs qui établissent un certificat PEB ou un certificat PEB Bâtiment public ; AGRBC du 17/02/2011 relatif au certificat PEB établi par un certificateur pour les habitations individuelles.	[déjà existant] MNE(2013)54199 MNE(2013)57364 MNE(2018)55277 MNE(2013)57369) MNE(2013)57370 MNE(2013)57368
Art.1, 5)	Modification de l'art.8.10 et 8.11 de la directive 2010/31/UE	NA	[Disposition s'appliquant à la Commission et ne devant donc pas être transposée par les États membres]
<b>Art.1, 6) de la directive 2018/844</b>			
Art.1, 6)	Modification de l'art.10.6 de la directive 2010/31/UE « Incitations financières et barrières commerciales »	NA	[Pas de nécessité de transposer en droit bruxellois] La modification apportée à l'article 10.6 de la directive 2010/31/UE est transposée via le programme d'exécution des primes Energie (art. 24, § 2 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale.) (MNE(2011)56466)
Art.1, 6)	Modification de l'art.10.6bis/10.6ter de la directive 2010/31/UE « Incitations financières et barrières commerciales »	ORD modifiant COBRACE : art. 13	COBRACE : art.2.2.18
<b>Art.1, 7) de la directive 2018/844 - Remplacement des art.14 et 15 de la directive 2010/31/UE « Inspection des systèmes de chauffage » et « Inspection des systèmes de climatisation »</b>			
Art.1, 7)	Modification de l'art.14, § 1 <sup>er</sup> et art. 15, § 1 <sup>er</sup> de la directive 2010/31/UE	AGRBC du 21 juin 2018 relatif au contrôle et à l'entretien des systèmes de chauffage et de climatisation et à l'agrément des personnes qui réalisent ces actes (chapitre 2 et 3) ; Article 2.2.17 COBRACE	[déjà existant] MNE(2018)55277 MNE(2013)54199
Art.1, 7)	Modification de l'art.14, § 2 et art. 15, § 2 de la directive 2010/31/UE	AGRBC du 21 juin 2018 relatif au contrôle et à l'entretien des systèmes de chauffage et de climatisation et à l'agrément des personnes qui réalisent ces actes (article 2.5.1, § 2) ; Article 2.2.17 COBRACE	[déjà existant] MNE(2018)55277 MNE(2013)54199
Art.1, 7)	Modification de l'art.14, § 3 de la directive 2010/31/UE	NA	[Pas de nécessité de transposer en droit bruxellois] S'agissant d'une faculté (mesure alternative), ce paragraphe n'a pas été transposé car la réglementation bruxelloise a opté pour une obligation de moyens.
Art.1, 7)	Modification de l'art.14, § 4 de la directive 2010/31/UE	ORD modifiant COBRACE : art. 10	COBRACE : art.2.2.15, nouvel alinéa 3

Dispositions UE (Directive 2018/844)	Objet	Dispositions assurant la transposition en RBC	Commentaires
Art.1, 7)	Modification de l'art.14, § 5 de la directive 2010/31/UE	NA	[Pas de nécessité de transposer en droit bruxellois] S'agissant d'une faculté (mesure alternative), ce paragraphe n'a pas été transposé en RBC.
<b>Art.1, 8) à Art.1, 13) de la directive 2018/844</b>			
Art.1, 8)	Modification de l'art.19 « Réexamen » de la directive 2010/31/UE	NA	[Disposition s'appliquant à la Commission et ne devant donc pas être transposée par les États membres]
Art.1, 9)	Insertion de l'art.19bis « Etude de faisabilité » de la directive 2010/31/UE	NA	[Disposition s'appliquant à la Commission et ne devant donc pas être transposée par les États membres]
Art.1, 10)	Modification de l'art.20.2 « Information » de la directive 2010/31/UE	art.2.2.26 COBRACE.	[déjà existant MNE(2013)54199]
Art.1, 11)	Modification de l'art.23 « Exercice de la délégation » de la directive 2010/31/UE	NA	[Disposition s'appliquant à la Commission et ne devant donc pas être transposée par les États membres]
Art.1, 12)	Abrogation des articles 24 et 25 de la directive 2010/31/UE	NA	[Disposition s'appliquant à la Commission et ne devant donc pas être transposée par les États membres]
Art.1, 13)	Modification de l'art.26 « Comité » de la directive 2010/31/UE	NA	[Disposition s'appliquant à la Commission et ne devant donc pas être transposée par les États membres]
<b>Art.1, 14) de la directive 2018/844</b>			
Art.1, 14) et annexe, point 1), a)	Annexe I, point 1 « Cadre général commun pour le calcul de la performance énergétique des bâtiments » de la directive 2010/31/UE	ORD modifiant COBRACE : art. 17	COBRACE : annexe 2.1
Art.1, 14) et annexe, point 1), b)	Annexe I, point 2 de la directive 2010/31/UE « Cadre général commun pour le calcul de la performance énergétique des bâtiments » de la directive 2010/31/UE	ORD modifiant COBRACE : art. 17	COBRACE : annexe 2.1
Art.1, 14) et annexe, point 1), c)	Annexe I, nouveau point 2bis « Cadre général commun pour le calcul de la performance énergétique des bâtiments » de la directive 2010/31/UE	ORD modifiant COBRACE : art. 17	COBRACE : annexe 2.1
Art.1, 14) et annexe, point 1), d)	Annexe I, nouveau point 4 « Cadre général commun pour le calcul de la performance énergétique des bâtiments » de la directive 2010/31/UE	ORD modifiant COBRACE : art. 17	COBRACE : annexe 2.1
Art.1, 14) et annexe, point 2)	Annexe Ibis « Cadre général commun d'évaluation du potentiel d'intelligence des bâtiments » de la directive 2010/31/UE	NA	[Disposition s'appliquant à la Commission et ne devant donc pas être transposée par les États membres]

Dispositions UE (Directive 2018/844)	Objet	Dispositions assurant la transposition en RBC	Commentaires
Art.1, 14) et annexe, point 3)	Annexe II, point 1 et nouveau point 3 « Systèmes de contrôle indépendants pour les certificats de performance énergétique et les rapports d'inspection » de la directive 2010/31/UE	Article 2.5.4 COBRACE ; AGRBC du 17 février 2011 relatif à l'agrément des certificateurs qui établissent un certificat PEB ou un certificat PEB Bâtiment public (notamment ses articles 13 et 14) ; AGRBC du 21 juin 2018 relatif au contrôle et à l'entretien des systèmes de chauffage et de climatisation et à l'agrément des personnes qui réalisent ces actes (notamment ses articles 5.4.1 et 5.4.2).	[déjà existant MNE(2013)54199] MNE(2013)57370 MNE(2018)55277
<b>Art. 2 - Modification de la directive 2012/27/UE</b>			
Art. 2	Modification l'art. 4 de la directive 2012/27/UE	NA	Pas de transposition nécessaire en droit bruxellois]
<b>Art.3 à 5 de la directive 2018/844</b>			
Art. 3	Transposition	NA	[Pas de transposition nécessaire en droit bruxellois]
Art. 4	Entrée en vigueur	NA	[Pas de transposition nécessaire en droit bruxellois]
Art. 5	Destinataires	NA	[Pas de transposition nécessaire en droit bruxellois]
<b>Annexe</b>			
Voir plus haut			
<b>Bepalingen EU (Richtlijn 2018/844)</b>			
<b>Voorwerp</b>		<b>Bepalingen tot omzetting in het BHG</b>	
<b>Opmerkingen</b>			
<b>Artikel 1 van Richtlijn 2018/844 – Wijzigingen van Richtlijn 2010/31/UE</b>			
<b>Art. 1, 1) van Richtlijn 2018/844</b>			
Art. 1, 1), a)	Wijziging van art. 2.3 van Richtlijn 2010/31/UE « technisch bouwsysteem »	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 6	BWLKE : art. 2.1.1, 23° « technische installatie »
Art. 1, 1), b)	Invoeging van art. 2.3bis van Richtlijn 2010/31/UE « systeem voor gebouwautomatisering en -controle »	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 7	BWLKE : art. 2.1.1, 24°
Art. 1, 1), c)	Invoeging van art. 2.15bis van Richtlijn 2010/31/UE « verwarmingssysteem »	BWLKE : Art. 2.2.1, 21°	[bestaat al NUM(2013)54199]
Art. 1, 1), c)	Invoeging van art. 2.15ter van Richtlijn 2010/31/UE « warmtegenerator »	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 8 en 11	BWLKE : art. 2.1.1, nieuw punt 40° « warmtegenerator » Art. 2.2.17
Art. 1, 1), c)	Invoeging van art. 2.15quater van Richtlijn 2010/31/UE « energieprestatiecontract »	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht] Het BHG zal het energieprestatiecontract niet gebruiken om af te wijken van de naleving van de EPB-eisen voor technische installaties of van de controleverplichting.
Art. 1, 1), d)	Toevoeging van art. 2.20 van Richtlijn 2010/31/UE « geïsoleerd microsysteem »	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht] Deze bepalingen worden in artikel 8.6b van Richtlijn 2010/31/UE (« elektromobiliteit ») gebruikt als uitsluitingsgeval. Het wordt niet passend geacht om in dit geval te voorzien in het BHG, aangezien geïsoleerde microsystemen geen toepassing vinden in het BHG zoals gedefinieerd in Richtlijn 2009/72.
<b>Art. 1, 2) van Richtlijn 2018/844 – Invoeging van art. 2bis van Richtlijn 2010/31/UE « Langetermijnrenovatiestrategie »</b>			
Art. 1, 2)	Invoeging van art. 2bis van Richtlijn 2010/31/UE	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 4	/
Art. 1, 2)	Invoeging van art. 2bis, § 1 van Richtlijn 2010/31/UE	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 4	BWLKE, bijlage 1.1, II, 2), a), iv), lid 1 en lid 2
Art. 1, 2)	Invoeging van art. 2bis, § 2 van Richtlijn 2010/31/UE	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 4	BWLKE, bijlage 1.1, II, 2), a), iv), lid 3

Bepalingen EU (Richtlijn 2018/844)	Voorwerp	Bepalingen tot omzetting in het BHG	Opmerkingen
Art. 1, 2)	Invoeging van art. 2bis, § 3 van Richtlijn 2010/31/EU	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 4	BWLKE, bijlage 1.1, II, 2), a), iv), lid 4
Art. 1, 2)	Invoeging van art. 2bis, § 4 van Richtlijn 2010/31/EU	NVT	[Bepaling die van toepassing is op de Commissie en die dus niet moet worden omgezet door de Lidstaten]
Art. 1, 2)	Invoeging van art. 2bis, § 5 van Richtlijn 2010/31/EU	BWLKE : artikelen 1.4.9 en 1.4.10	[bestaat al - NUM(2013)54199 + NUM(2020)51688]
Art. 1, 2)	Invoeging van art. 2bis, § 6 van Richtlijn 2010/31/EU	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht] Opgenomen in de Strategie om de milieu-impact van bestaande gebouwen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen 2030-2050 te verminderen, aangenomen door de Regering op 25/04/2019 [NUM(2020)51688].
Art. 1, 2)	Invoeging van art. 2bis, § 7 van Richtlijn 2010/31/EU	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht] Deze in § 7 voorziene mogelijkheid kan niet worden omgezet in het BHG.
<b>Art. 1, 3) van Richtlijn 2018/844</b>			
Art. 1, 3)	Wijziging van art. 6 van Richtlijn 2010/31/EU « Nieuwe gebouwen »	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 9	BWLKE : art. 2.2.7
<b>Art. 1, 4) van Richtlijn 2018/844</b>			
Art. 1, 4)	Wijziging van art. 7, lid 5 van Richtlijn 2010/31/EU « Bestaande gebouwen »	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 9	BWLKE : art. 2.2.7
<b>Art. 1, 5) van Richtlijn 2018/844 – Wijziging van art. 8 van Richtlijn 2010/31/EU « Technische bouwsystemen, elektromobiliteit en indicator van gereedheid voor slimme toepassingen »</b>			
Art. 1, 5)	Wijziging van art. 8.1 van Richtlijn 2010/31/EU « eisen technische systemen »	BBHR van 21 juni 2018 betreffende de voor de verwarmingssystemen en klimaatregelingsystemen van gebouwen geldende EPB-eisen bij hun installatie en tijdens hun uitbatingsperiode (zie in het bijzonder de hoofdstukken 2, 3 en 4).	[bestaat al - NUM(2018)55278]
Art. 1, 5)	Wijziging van art. 8.2/8.3/8.4 van Richtlijn 2010/31/EU « elektromobiliteit – niet voor bewoning bestemde gebouwen »	Ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene uitbatingsvoorwaarden van toepassing op parkings – art. 19 tot 21.	
Art. 1, 5)	Wijziging van art. 8.5 van Richtlijn 2010/31/EU « elektromobiliteit – voor bewoning bestemde gebouwen »	Ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene uitbatingsvoorwaarden van toepassing op parkings – art. 19 tot 21.	
Art. 1, 5)	Wijziging van art. 8.6 van Richtlijn 2010/31/EU « elektromobiliteit – uitsluitingsgevallen »	Ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene uitbatingsvoorwaarden van toepassing op parkings – art. 60.	



Bepalingen EU (Richtlijn 2018/844)	Voorwerp	Bepalingen tot omzetting in het BHG	Opmerkingen
Art. 1, 5)	Wijziging van art. 8.7 van Richtlijn 2010/31/EU « elektromobiliteit – belemmeringen »	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht] Artikel 8.7 inzake de administratieve belemmeringen werd naar behoren in overweging genomen. Enerzijds, zijn de laadpalen niet meer onderworpen aan een milieumelding of -vergunning vanaf 20 april 2019 krachtens het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 februari 2019 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van de lijst met ingedeelde inrichtingen van klasse IB, IC, ID, II en III in uitvoering van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen (wijziging van rubriek 3 van de lijst van ingedeelde inrichtingen). Anderzijds, is de inrichting of verplaatsing van elektrische laadpalen voor voertuigen vrijgesteld van de stedenbouwkundige vergunningsplicht (stedenbouwkundige vergunning), wat heel binnenkort formeel zal worden bevestigd in een omzendbrief van de Minister van Ruimtelijke Ordening. Wat de voor bewoning bestemde gebouwen betreft, heeft de verplichting ook betrekking op de aansluitingsinfrastructuur (bekabeling). Indien een laadpaal wordt ingericht, moet de uitbater van de milieuvergunning voor de parking bovendien van deze wijziging kennisgeven krachtens art. 7bis van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen (wijziging aan zijn inrichting die als « parking » werd ingedeeld).
Art. 1, 5)	Wijziging van art. 8.8 van Richtlijn 2010/31/EU « samenhang »	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht]
Art. 1, 5)	Wijziging van art. 8.9 van Richtlijn 2010/31/EU « technische systemen – beoordeling »	BWLKE : art. 2.2.12 ; 2.2.13, § 1 ; BBHR van 19 juni 2008 betreffende het energieprestatiecertificaat voor nieuwe EPB-wooneenheden en Niet-Residentiële EPB-eenheden ; BBHR van 21 juni 2018 betreffende de controle en het onderhoud van verwarmings- en klimaatregelingsystemen en betreffende de erkenning van de personen die deze handelingen uitvoeren (hoofdstuk 2) ; BBHR van 17 februari 2011 betreffende het door een certificeur opgestelde EPB-certificaat voor de tertiaire eenheden ; BBHR van 17 februari 2011 betreffende de erkenning van de certificeurs voor het opstellen van een EPB-certificaat of een EPB-certificaat Openbaar gebouw ; BBHR van 17 februari 2011 betreffende het door een certificeur opgestelde EPB-certificaat voor EPB-wooneenheden].	[bestaat al] NUM(2013)54199 NUM(2013)57364 NUM(2018)55277 NUM(2013)57369 NUM(2013)57370 NUM(2013)57368
Art. 1, 5)	Wijziging van art. 8.10 et 8.11 van Richtlijn 2010/31/EU	NVT	[Bepaling die van toepassing is op de Commissie en die dus niet moet worden omgezet door de Lidstaten]

## Art. 1, 6) van Richtlijn 2018/844



Bepalingen EU (Richtlijn 2018/844)	Voorwerp	Bepalingen tot omzetting in het BHG	Opmerkingen
Art. 1, 6)	Wijziging van art. 10.6 van Richtlijn 2010/31/EU « financiële stimulansen en marktbelemmeringen »	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht] De in artikel 10.6 van Richtlijn 2010/31/EU aangebrachte wijziging wordt omgezet via het uitvoeringsprogramma van de Energiepremies (art. 24, § 2 van de ordonantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) (NUM(2011)56466)
Art. 1, 6)	Wijziging van art. 10.6bis/10.6ter van Richtlijn 2010/31/EU « financiële stimulansen en marktbelemmeringen »	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 13	BWLKE : art.2.2.18
<b>Art. 1, 7) van Richtlijn 2018/844 – Vervanging van de art. 14 en 15 van Richtlijn 2010/31/EU « Keuring van verwarmingssystemen » en « Keuring van airconditioningsystemen »</b>			
Art. 1, 7)	Wijziging van art. 14, § 1 en art. 15, § 1 van Richtlijn 2010/31/EU	BBHR 21 juni 2018 betreffende de controle en het onderhoud van verwarmings- en klimaatregelingsystemen en betreffende de erkenning van de personen die deze handelingen uitvoeren (hoofdstuk 2 en 3); Artikel 2.2.17 van het BWLKE	[bestaat al] NUM(2018)55277 NUM(2013)54199
Art. 1, 7)	Wijziging van art. 14, § 2 en art. 15, § 2 van Richtlijn 2010/31/EU	BBHR van 21 juni 2018 betreffende de controle en het onderhoud van verwarmings- en klimaatregelingsystemen en betreffende de erkenning van de personen die deze handelingen uitvoeren (artikel 2.5.1, § 2); Artikel 2.2.17 van het BWLKE	[bestaat al] NUM(2018)55277 NUM(2013)54199
Art. 1, 7)	Wijziging van art. 14, § 3 van Richtlijn 2010/31/EU	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht] Aangezien het een mogelijkheid betreft (alternatieve maatregel), werd deze paragraaf niet omgezet omdat er in de Brusselse regelgeving werd geopteerd voor een inspanningsverbintenis.
Art. 1, 7)	Wijziging van art. 14, § 4 van Richtlijn 2010/31/EU	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 10	BWLKE : art. 2.2.15, nieuw lid 3
Art. 1, 7)	Wijziging van art. 14, § 5 van Richtlijn 2010/31/EU	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht] Aangezien het een mogelijkheid betreft (alternatieve maatregel), werd deze paragraaf niet omgezet in het BHG.
<b>Art. 1, 8) tot Art. 1, 13) van Richtlijn 2018/844</b>			
Art. 1, 8)	Wijziging van art. 19 van Richtlijn 2010/31/EU « Evaluatie »	NVT	[Bepaling die van toepassing is op de Commissie en die dus niet moet worden omgezet door de Lidstaten]
Art. 1, 9)	Invoeging van art. 19bis van Richtlijn 2010/31/EU « Haalbaarheidsstudie »	NVT	[Bepaling die van toepassing is op de Commissie en die dus niet moet worden omgezet door de Lidstaten]
Art. 1, 10)	Wijziging van art. 20.2 van Richtlijn 2010/31/EU « Informatie »	art. 2.2.26 van het BWLKE	[bestaat al - NUM(2013)54199]
Art. 1, 11)	Wijziging van art. 23 van Richtlijn 2010/31/EU « Uitoefening van de bevoegdheidsdelegatie »	NVT	[Bepaling die van toepassing is op de Commissie en die dus niet moet worden omgezet door de Lidstaten]
Art. 1, 12)	Opheffing van de artikelen 24 en 25 van Richtlijn 2010/31/EU	NVT	[Bepaling die van toepassing is op de Commissie en die dus niet moet worden omgezet door de Lidstaten]
Art. 1, 13)	Wijziging van art. 26 van Richtlijn 2010/31/EU « Comitéprocedure »	NVT	[Bepaling die van toepassing is op de Commissie en die dus niet moet worden omgezet door de Lidstaten]

Bepalingen EU (Richtlijn 2018/844)	Voorwerp	Bepalingen tot omzetting in het BHG	Opmerkingen
<b>Art. 1, 14) van Richtlijn 2018/844</b>			
Art. 1, 14) en bijlage, punt 1), a)	Bijlage I, punt 1 van Richtlijn 2010/31/EU « Algemeen gemeenschappelijk kader voor het berekenen van energieprestatie van gebouwen »	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 17	BWLKE : bijlage 2.1
Art. 1, 14) en bijlage, punt 1), b)	Bijlage I, punt 2 van Richtlijn 2010/31/EU « Algemeen gemeenschappelijk kader voor het berekenen van energieprestatie van gebouwen »	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 17	BWLKE : bijlage 2.1
Art. 1, 14) en bijlage, punt 1), c)	Bijlage I, nieuw punt 2bis van Richtlijn 2010/31/EU « Algemeen gemeenschappelijk kader voor het berekenen van energieprestatie van gebouwen »	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 17	BWLKE : bijlage 2.1
Art. 1, 14) en bijlage, punt 1), d)	Bijlage I, nieuw punt 4 van Richtlijn 2010/31/EU « Algemeen gemeenschappelijk kader voor het berekenen van energieprestatie van gebouwen »	ORD tot wijziging van het BWLKE : art. 17	BWLKE : bijlage 2.1
Art. 1, 14) en bijlage, punt 2)	Bijlage Ibis van Richtlijn 2010/31/EU « Gemeenschappelijk algemeen kader voor de waardering van de mate waarin gebouwen gereed zijn voor slimme toepassingen »	NVT	[Bepaling die van toepassing is op de Commissie en die dus niet moet worden omgezet door de Lidstaten]
Art. 1, 14) en bijlage, punt 3)	Bijlage II, punt 1 en nieuw punt 3 van Richtlijn 2010/31/EU « Onafhankelijke systemen voor de controle van energieprestatiecertificaten en keuringsverslagen »	Artikel 2.5.4 van het BWLKE ; BBHR van 17 februari 2011 betreffende de erkenning van de certificateurs voor het opstellen van een EPB-certificaat of een EPB-certificaat Openbaar gebouw (inzonderheid zijn artikelen 13 en 14) ; BBHR van 21 juni 2018 betreffende de controle en het onderhoud van verwarmings- en klimaatregelingssystemen en betreffende de erkenning van de personen die deze handelingen uitvoeren (inzonderheid zijn artikelen 5.4.1 en 5.4.2).	[bestaat al - NUM(2013)54199] NUM(2013)57370 NUM(2018)55277
<b>Art. 2 – Wijziging van Richtlijn 2012/27/EU</b>			
Art. 2	Wijziging van art. 4 van Richtlijn 2012/27/EU	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht]
<b>Art. 3 tot 5 van Richtlijn 2018/844</b>			
Art. 3	Omzetting	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht]
Art. 4	Inwerkingtreding	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht]
Art. 5	Addressaten	NVT	[Geen noodzaak tot omzetting in Brussels recht]
<b>Bijlage</b>			
Zie supra			